



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
UID37/41 Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions)

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : 41-2026-00148 - VAT20260086

Code AIOT : 0010001773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions) implanté Lieu dit "Les Bouchis" 41300 La Ferté-Imbault. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un exercice PPI (conjoint avec le site MAXAM) était organisé par la préfecture de Loir-et-Cher (SIDPC) pendant cette matinée, en présence d'un agent représentant le SIDPC, la gendarmerie et le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France (ex Nexter Munitions)

- Lieu dit "Les Bouchis" 41300 La Ferté-Imbault
- Code AIOT : 0010001773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement KNDS Ammo France de La Ferté-Imbault est un établissement de stockage de produits pyrotechniques à usage militaire.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour la rubrique ICPE n°4220-1.

L'activité sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Code de l'environnement du 12/03/2026, article R515-100	Sans objet
2	POI	Code de l'environnement du 12/03/2026, article R515-100	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.3.3.6	Sans objet
4	Quantité de matières pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.3.3.2	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7,7	Sans objet
6	Protection des populations	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.8.4.1	Sans objet
7	Fonctionnement Groupe Electrogène (alimentation secours sirène)	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.8.4.1	Sans objet
8	Extincteur	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de mise à jour du POI
Prescription contrôlée : [...] « Ce plan ...est mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » [...].

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté par l'inspection que le dernier plan opérationnel interne (POI) présenté par l'exploitant a été mis à jour le 25 juin 2024 et transmis à l'inspection. L'exploitant informe l'inspection qu'une nouvelle version est prévue pour la fin d'été 2026.</p> <p>Le rythme de renouvellement du POI est conforme à ce qui est prescrit.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de test du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] « Ce plan ... est testé à des intervalles n'excédant pas un an » [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté par l'inspection que le plan opérationnel interne (POI) a été testé le 18 décembre 2025 à 18h33.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le compte rendu de test réalisé.</p> <p>Par mail du 16/03/2026 à 15h35, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu du test POI réalisé en décembre 2025 sous la ref :KAFPRES0001CR0022-0025A.</p> <p>Le dernier test du POI a été réalisé, il y a moins d'un an, ce qui est conforme à la prescription.</p> <p>Pas d'écart constaté. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit lui transmettre chaque compte-rendu d'exercice POI, conformément à l'article 7.8.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désherbage et débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être maintenus dans un état constant de propreté. Les produits et poussières doivent être enlevés avant que leur accumulation ne présente un danger. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières .</p>

<p>Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques doivent être désherbés et débroussaillés.</p> <p>Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.</p> <p>Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Il sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté par l'inspection que la portion du site visible (zone plane entre mur d'enceinte NO et le 1er merlon protégeant les bâtiments 804-805) depuis le bâtiment d'accueil (à l'entrée Nord du site), était propre et entretenue.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Quantité de matières pyrotechniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks par bâtiment</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base des EST. Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant peut établir sur demande un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Ces documents, présents notamment dans le local à l'entrée du site, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, l'inspection a constaté que que l'état des stocks montre que la quantité de produits explosifs stockée sur le site respecte la quantité maximale autorisée de matière active sur le site.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a constaté la cohérence entre l'état des stocks informatique et le stock physiquement présent.</p> <p>Des informations complémentaires sont libellées en annexe confidentielle.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7,7</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté par l'inspection que dans le bâtiment 829 était stocké le groupe électrogène, deux bidons de carburant de 30 L, un bidon d'huile et divers matériel. Les bidons de carburant et d'huile sont stockés dans un bac de rétention (d'un volume d'environ 0.150 m³ (dimensions du bac en m : 1*0.50*0.3)).</p> <p>Le volume du bac de rétention est adapté aux volumes des bidons stockés dans le bac.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des populations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Alerte par sirène
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.</p> <p>Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Les sirènes sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté qu'une sirène et les équipements permettant de la déclencher étaient mis en œuvre.</p>

Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fonctionnement Groupe Electrogène (alimentation secours sirène)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 7.8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte par sirène
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. [...] Les sirènes sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. [...] Constats : cf annexe condidentielle Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extincteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : 4.2. Moyens de secours contre l'incendie : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Lors de l'inspection du 12 mars 2026, il a été constaté que l'extincteur n°110, implanté à l'extérieur

du bâtiment 804, avait fait l'objet d'un contrôle en novembre 2025.
Le délai de réalisation du contrôle périodique de moins d'un an est donc respecté.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite